



**Audit - Bureau de Paris**

16, rue de Monceau  
75008 Paris

T : +33(0) 1 42 99 66 44

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

**ASSOCIATION NATIONALE  
DE READAPTATION SOCIALE**

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria  
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria  
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Adhérents de l'**Association NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE**

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Nationale de Réadaptation Sociale** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 30 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized initials and a surname, enclosed within a large, loopy oval flourish.

Halima BENSALAH

**Bilan Actif**

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	42 828	29 980	12 848	21 414
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	181 914	154 243	27 670	658
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	3 973 837	3 202 293	771 544	878 253
Installations techniques, matériel et outillages industriels	477 860	393 668	84 192	113 613
Autres immobilisations corporelles	1 302 764	972 692	330 072	293 150
Immobilisations corporelles en cours	15 860		15 860	15 860
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	173 510		173 510	161 232
<b>TOTAL I</b>	<b>6 168 574</b>	<b>4 752 877</b>	<b>1 415 697</b>	<b>1 484 180</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 018 895	3 163	1 015 733	1 050 494
Créances reçues par legs ou donations				
<b>Autres</b>	469 844		469 844	473 216
Valeurs mobilières de placement	379 320	2 424	376 896	563 129
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 645 959		3 645 959	2 978 013
Charges constatées d'avance	19 218		19 218	16 843
<b>TOTAL III</b>	<b>5 533 236</b>	<b>5 587</b>	<b>5 527 650</b>	<b>5 081 696</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>11 701 810</b>	<b>4 758 463</b>	<b>6 943 347</b>	<b>6 565 876</b>



## Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	493 132	493 132
Fonds propres complémentaires	319 995	319 995
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		2 056 155
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	555 161	530 161
Autres réserves	2 105 154	2 056 155
Report à nouveau	214 296	-25 128
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	150 050	349 374
Excédent ou déficit de l'exercice	59 907	313 466
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	117 416	290 909
<b>Situation nette</b>	<b>3 747 646</b>	<b>3 687 781</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 076	6 665
Provisions réglementées	321 038	321 038
<b>TOTAL I</b>	<b>4 074 759</b>	<b>4 015 484</b>
Comptes de liaison <b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 268	131 018
<b>TOTAL III</b>	<b>94 268</b>	<b>131 018</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	239 127	191 143
Provisions pour charges	563 136	564 513
<b>TOTAL IV</b>	<b>802 263</b>	<b>755 656</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	281 682	336 980
Emprunts et dettes financières diverses	23 199	26 338
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 183	192 993
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 260 508	1 057 149
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	52 884	41 309
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	104 601	8 951
<b>TOTAL V</b>	<b>1 972 057</b>	<b>1 663 720</b>
Écarts de conversion passif <b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>6 943 347</b>	<b>6 565 876</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2021
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	90	130
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	303 012	307 082
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	7 684 575	7 545 225
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	7 680 477	7 536 775
Subventions d'exploitation	2 257 478	2 013 569
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	211 817	249 977
Utilisations des fonds dédiés	36 750	
Autres produits	9 417	10 612
<b>TOTAL I</b>	<b>10 503 140</b>	<b>10 126 595</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 533 601	3 424 270
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	602 081	573 957
Salaires et traitements	4 102 197	3 817 433
Charges sociales	1 729 257	1 551 707
Dotations aux amortissements et dépréciations	282 571	293 057
Dotations aux provisions	130 687	73 362
Reports en fonds dédiés		36 750
Autres charges	104 998	81 766
<b>TOTAL II</b>	<b>10 485 393</b>	<b>9 852 302</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>17 747</b>	<b>274 293</b>

**Compte de résultat (Suite)**

Compte de résultat (Suite)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 812	1 140
<b>TOTAL III</b>	<b>3 840</b>	<b>1 140</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		718
Intérêts et charges assimilées	7 329	6 112
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>7 329</b>	<b>6 830</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-3 489</b>	<b>-5 690</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>14 257</b>	<b>268 603</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	46 915	120 169
Sur opérations en capital	589	7 123
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>47 504</b>	<b>127 292</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		82 155
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 300	
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 300</b>	<b>82 155</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>46 204</b>	<b>45 137</b>
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	274
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>10 554 483</b>	<b>10 255 027</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>10 494 576</b>	<b>9 941 561</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>59 907</b>	<b>313 466</b>
<b>- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</b>	<b>117 416</b>	<b>290 909</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	13 809	48 395
<b>TOTAL</b>	<b>13 809</b>	<b>48 395</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	13 809	48 395
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>13 809</b>	<b>48 395</b>



---

## PRESENTATION DE L'ANRS

### 1. Objet social de l'ANRS

L'Association Nationale de Réadaptation Sociale (ANRS) a été créée le 8 mai 1961, déclarée à la Préfecture de Police le 19 mai 1961 et publiée du Journal Officiel de la République Française du 06 juin de la même année. Le fondateur de l'ANRS est le Ministère de la Santé et de la Population.

L'ANRS a été Reconnue d'Utilité Publique par décret en date du 23 mai 1975.

Initialement, l'ANRS avait pour mission des politiques publiques de mener une action de prévention de la prostitution et une action de réadaptation sociale en faveur des personnes en danger de prostitution ou s'y livrant.

Le début des années 1980 a été marqué par les premières lois de décentralisation qui ont réorganisé les transferts de compétences de l'Action Sociale. L'ANRS s'est appropriée cette nouvelle législation et a mis en place une profonde réorganisation structurelle et éducative. Elle a élargi son champ d'intervention avec l'accueil des jeunes en danger ou en difficulté pour les accompagner dans leur projet d'insertion dans la société.

Les orientations de l'ANRS ont été renforcées par la Loi d'orientation du 29 juillet relative à la lutte contre les exclusions et la Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

L'ANRS a rassemblé les outils propres à la protection de l'enfance, pour un public d'adolescents et ceux propres à l'insertion pour un public de jeunes adultes.

L'ANRS intervient auprès des jeunes dans le cadre de la protection de l'enfance, l'insertion et la formation pour le public le plus éloigné de l'emploi. Elle gère également une résidence sociale et un centre d'hébergement favorisant la prévention de l'errance.

### 2. Nature et périmètre des missions sociales réalisées par l'ANRS

L'ANRS réalise des mesures de protection de l'enfance, afin de protéger les adolescents et d'accompagner leur insertion. Les professionnels participent à la prévention des conduites à risque, de la prostitution et de l'errance. Pour ce faire, ils aident à la recherche d'hébergement et à l'accès au logement de droit commun. Ils proposent également des outils de formation adaptés.

Les activités de l'ANRS s'exercent à Paris et dans la région parisienne autour de trois missions principales :

- L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans avec un accompagnement vers le logement de droit commun ;
- La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents ;
- La formation à l'appui d'outils innovants

La concrétisation des missions de l'ANRS passe par les actions suivantes :

- Mettre en place une aide concrète et personnalisée dans un délai court ;
- Initier un processus d'insertion dont la personne est partie prenante ;
- Piloter la cohérence des interventions ;
- Travailler en réseau et partenariat ;
- Évaluer le travail réalisé.

### **3. Moyens mis en œuvre par l'ANRS**

Conformément à son objet social et aux missions poursuivies, l'ANRS crée et assume la gestion des établissements et des services.

Pour chaque mission, l'ANRS dispose de services et d'établissements qui se présentent comme suit :

#### **L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans :**

- Service Insertion Jeunes (Paris 11ème) ;
- Permanence Accueil Jeunes (Paris 20ème) ;
- Résidence Sociale Tillier (Paris 12ème) ;
- Service Éducatif Logement Jeunes (Paris 11ème) ;
- Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) l'Airial (Argenteuil 95).

#### **La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents :**

- Service Éducatif pour Adolescents (Paris 10ème) ;
- Services d'Accueil d'Urgence 75 : Didot et Regnault (Paris 14ème) ;
- Foyer la Manoise (Argenteuil 95) ;
- Service Synergie (Paris 12ème).

#### **La formation :**

- Espace de Dynamique d'Insertion Émergence (Paris 11ème).

Les missions de l'ANRS sont financées par des recettes annuelles qui se composent :

- Du revenu de ses biens à l'exception de l'exception de la fraction annuellement capitalisée ;
- Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- Des subventions de l'Etat, de la Région de l'Ile-de-France, des départements, des communes et des établissements publics et de la Caisse des Allocations Familiales ;
- Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- Du produit des rétributions perçues pour service rendu.

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

### Éléments significatifs survenus au cours de l'exercice

L'exercice 2022 a été ponctué par les événements suivants :

- Signature du CPOM pour l'Airial ;
- Convention partenariale puis mandat de gestion ANEF, afin de préparer la cession des activités de milieu ouvert de l'ANEF au 1er janvier 2023 ;
- 29 juin 2022 : validation des nouveaux statuts de l'ANRS par le Ministère de l'Intérieur ;
- Versement de la prime Ségur pour les salariés éligibles ;
- Novembre 2022 : désignation du nouveau Conseil d'Administration. Nomination de Mme BACQUERIE en qualité de Présidente.

### Évènements significatifs survenus depuis la clôture

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les faits suivants sont survenus :

- 1<sup>er</sup> janvier 2023 : reprise des activités de milieu ouvert de l'ANEF Paris et de 12 salariés ;
- Le Conseil Régional d'Ile de France met fin au financement des EDI, impliquant la fermeture du dispositif à très court terme ;
- 1<sup>er</sup> mars 2023 : arrivée de Stéphanie FERDOILLE, nouvelle Directrice Générale en prévision du départ de Catherine THIBAUT le 17 mars 2023 ;
- Préparation de la fusion/absorption du CHRS MARJA ;
- A la demande de la Ville de Paris, création d'une nouvelle équipe dédiée à l'AEMO petite enfance ;
- Déménagement des activités du milieu ouvert en avril 2023.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2022 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe) ;
- L'indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2022 ont été établis et présentés conformément :

- Au Règlement ANC 2014-03 et au Règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé non commerçante et à but non lucratif au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 dans sa version homologuée le 29 décembre 2020, intégrant le Règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 homologué par arrêt du 26 décembre 2019 ;
- A l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux organismes gestionnaires ;
- A l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

### I. Principes généraux

#### 1. Immobilisations incorporelles et corporelle

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Le cas échéant, les intérêts des emprunts spécifiquement souscrits en vue de la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations pour la période précédant leur mise en service. Les autres frais d'acquisition des immobilisations sont constatés en charges de l'exercice d'acquisition.

Elles n'ont pas fait l'objet d'une décomposition suivant les directives des nouveaux règlements à partir des éléments antérieurement valorisés. Ceci n'a pas entraîné d'incidence ni sur la situation nette comptable, ni sur les amortissements. Les nouvelles immobilisations acquises depuis 2005 font l'objet d'une décomposition par éléments lorsque celle-ci est pertinente, notamment vis-à-vis de la valeur des biens considérés.

L'application des règlements n'a pas apporté de modifications dans la présentation de ces comptes. Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.



Par conséquent, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable dans l'entreprise :

- Constructions : 10 à 25 ans ;
- Agencements et aménagements : 5 à 15 ans ;
- Installations techniques : 6 à 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Mobilier et matériel de bureau : 3 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 à 6 ans.

## **2. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **3. Valeurs immobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placements sont valorisées à leur coût d'acquisition. Par rapport au cours de marché au 31 décembre 2022, une dépréciation est constatée dans les comptes pour provisionner les moins-values latentes pour un montant de 2.424€.

## **4. Provisions**

### **a) Provisions réglementées et réserve de trésorerie**

Les dotations au fonds de roulement sont calculées en fonction des budgets approuvés par l'administration (compte 141).

L'affectation par tiers des excédents de gestion des activités conventionnées est inscrite dans la rubrique « Réserves » (compte 10685).

### **b) Provisions pour congés payés**

La variation de l'exercice de la provision pour congés à payer a été comptabilisée dans les comptes de charges. Cette provision n'est en général pas acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115922 « dépenses pour congés à payer ».

La dette provisionnée pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

### **c) Provision pour indemnités de départ en retraite**

Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été calculés pour les membres du personnel âgés de 55 ans et plus au 31 décembre de l'exercice. Les provisions calculées à ce titre ont été comptabilisées et figurent dans les comptes pour un montant qui intègre les charges dues à ce titre.

Au 31 décembre 2022 le montant de la provision chargée s'élève à 534.752€. Cette provision n'est pas toujours acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115928 « autres dépenses non opposables aux financeurs ».



Pour l'ensemble des salariés, la provision est constituée dans les hypothèses suivantes :

- Taux d'évolution annuelle du salaire : 0.50% ;
- Taux monétaire annuel : 0.50% ;
- Table de mortalité INSEE 2009/2011 ;
- Taux de charges 54 % ;
- Turn-over moyen
- Age départ à la retraite : 62 ans

Au titre de l'exercice 2022, le montant de la reprise est de 51.632€ contre 70.447€ en 2021. Le montant de la dotation complémentaire est de 50.255€ contre 55.586€ en 2021.

#### **d) Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à l'arrêté des comptes. Elles sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine. Au 31 décembre 2022, le solde des provisions est de 239.127€ (hors les provisions pour indemnités de départ en retraite évoquées ci-dessus).

Compte tenu des méthodes de financement, la notion de provision plus restrictive du règlement 2016-07 de l'ANC n'est pas appliquée intégralement.

Toutefois, les provisions pour grosses réparations qui sont destinées à couvrir des charges importantes qui ne représentent pas un caractère annuel et ne peuvent être assimilées à des frais courants d'entretien et de réparation, sont constituées, quand cela est nécessaire.

### **5. Autres méthodes**

#### **a) Emprunts :**

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

#### **b) Différences sur réalisation d'actifs :**

Sont affectées à ce compte les plus-values sur cessions ou sorties d'actif.

#### **c) Agrégation des comptes annuels :**

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun) et une activité propre. Chacun de ces établissements tient une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de service gérés en commun, correspondant aux frais de Siège, de 499.355€, et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent réglementairement exister.

#### **d) Compte de résultat :**

Les comptes de résultat étant soumis aux autorités de contrôle, ces chiffres ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

## **6. Contributions volontaires en nature**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Le Règlement ANC n°2018-06 apporte une nouveauté qui réside dans l'obligation de l'ANRS de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par l'ANRS. Elles sont comptabilisées en pied du compte de résultat.

Le montant des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2022 est de 13.809€ contre 48.395€. Il s'agit de dons alimentaires reçus par le CHRS pour l'année 2022. Leur valeur est estimée par les donateurs.

## **7. Rémunération des dirigeants bénévoles**

Conformément à la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas rémunérés. Il s'agit du Président, du vice-président et du trésorier de l'association.

## **8. Engagements hors bilan : Articles R123-196 à R123-198 du code de commerce**

### **a) Engagements reçus :**

Garantie reçue du département du Val d'Oise à hauteur de 50% de toutes sommes dues au titre du prêt contracté par l'association auprès du Crédit Foncier en 2011 pour le financement de travaux d'aménagement d'un pavillon sis 8, rue du Paradis à Argenteuil, dans le cadre de l'extension du foyer La Manoise.

Montant de l'emprunt : 804 806 €
Date début de date de réalisation : 17/11/2011
Durée de l'emprunt: (réalisation + amortissement) 17 ans
Taux de l'emprunt à l'origine: 3,496% (indexé sur le taux du livret A)
Taux de l'emprunt en cours: 1,85%
Montant restant dû au 31 décembre 2022 : 281.682,21 €

### **b) Engagements donnés :**

Hypothèque à hauteur de 402 403 € en principal, accessoires évalués à 30%, de 1er rang et sans concurrence au profit du Crédit Foncier sur l'immeuble propriété de l'Association sis 8, rue de Paradis à Argenteuil en garantie de la moitié de l'emprunt d'un montant de 804 806 €, d'une durée de 17 ans, consenti par le Crédit Foncier.

**9. Effectif 2022 :**

ETABLISSEMENT	Effectif			ETP réel
	N Cadre	Cadre	Total	
DG	0,00	5,00	5,00	5,00
SYNERGIE	7,00	3,00	10,00	9,40
SAU	29,00	5,00	34,00	32,00
SEA	15,00	3,00	18,00	18,00
SU	4,00	2,00	6,00	6,00
Pôle résidence	15,00	1,00	16,00	15,40
EDIE	2,00	0,00	2,00	2,00
Foyer	18,00	4,00	22,00	20,70
AIRIAL	9,00	2,00	11,00	10,29
TOTAUX	99,00	25,00	124,00	118,79

**Honoraires des commissaires aux comptes**

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	28 320
Conseils et prestations de services	
<b>TOTAL</b>	<b>28 320</b>

Commentaires : L'article R 123-198 du code de commerce

## Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	42 828		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	152 274		29 640
<b>TOTAL</b>	<b>195 102</b>		<b>29 640</b>
Terrains			
Constructions :	1 018 863		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	2 937 898		23 090
Installations :	480 021		3 321
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	380 337		5 383
Matériel :	122 548		25 800
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	705 221		115 876
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	15 860		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>5 660 748</b>		<b>173 469</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	161 232		13 733
<b>TOTAL</b>	<b>161 232</b>		<b>13 733</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 017 082</b>		<b>216 842</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			42 828	
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			181 914	
<b>TOTAL</b>			<b>224 742</b>	
Terrains				
Constructions :			1 018 863	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencets et aménagt. const.	6 013		2 954 974	
Installations :	5 482		477 860	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencets et aménagt. divers	14 931		370 789	
Matériel :			148 348	
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier	37 469		783 627	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			15 860	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>	<b>63 896</b>		<b>5 770 322</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	1 455		173 510	
<b>TOTAL</b>	<b>1 455</b>		<b>173 510</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>65 351</b>		<b>6 168 574</b>	



## Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement	21 414	8 566		29 980
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	151 616	2 627		154 243
<b>TOTAL</b>	<b>173 030</b>	<b>11 193</b>		<b>184 223</b>
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	831 618	8 724		840 343
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 246 890	121 074	6 013	2 361 951
Installations techniques, matériel et outillage industriel	366 408	32 742	5 482	393 668
Installations générales, agencements et aménagements divers	341 023	14 446	14 931	340 538
Matériel de transport	70 062	16 620		86 682
Matériel de bureau et informatique, mobilier	503 871	79 070	37 469	545 472
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>4 359 872</b>	<b>272 678</b>	<b>63 896</b>	<b>4 568 654</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 532 902</b>	<b>283 871</b>	<b>63 896</b>	<b>4 752 877</b>

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acq. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>DOTATIONS NON VENTILÉES</b>			<b>REPRISES NON VENTILÉES</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Besoin en fond de roulement	301 005			301 005
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	20 032			20 032
<b>TOTAL I</b>	<b>321 038</b>			<b>321 038</b>
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges	191 143	114 150	66 166	239 127
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	536 129	50 255	51 632	534 752
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions	28 384			28 384
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>755 656</b>	<b>164 406</b>	<b>117 798</b>	<b>802 263</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients		3 163		3 163
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	2 452		28	2 424
<b>TOTAL III</b>	<b>2 452</b>	<b>3 163</b>	<b>28</b>	<b>5 587</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>1 079 145</b>	<b>167 568</b>	<b>117 826</b>	<b>1 128 887</b>
- D'exploitation		130 687	80 918	
Dont dotations et reprises : - Financières			28	
- Exceptionnelles				

## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	173 510		173 510
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux	3 163		3 163
Clients, usagers et comptes rattachés	1 015 733	1 015 733	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 169	1 169	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	226 189	226 189	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	242 486	242 486	
Charges constatées d'avance	19 218	19 218	
<b>TOTAL</b>	<b>1 681 468</b>	<b>1 504 795</b>	<b>176 673</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	281 682	53 654	212 112	15 916
Emprunts et dettes financières diverses	23 199	23 199		
Fournisseurs et comptes rattachés	249 183	249 183		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	677 238	677 238		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	504 668	504 668		
Impôts sur les bénéfices	554	554		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	78 048	78 048		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	52 884	52 884		
Produits constatés d'avance	104 601	104 601		
<b>TOTAL</b>	<b>1 972 057</b>	<b>1 744 029</b>	<b>212 112</b>	<b>15 916</b>

## Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 735	25 371
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	868 190	716 656
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>917 925</b>	<b>742 027</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
<del>Prêts</del>		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	16 986	16 986
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	196 710	182 966
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>213 696</b>	<b>199 952</b>

**Produits et charges constatés d'avance**

<b>Produits constatés d'avance</b>		<b>Exercice clos le</b>	<b>Exercice clos le</b>
		<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
Produits :	- D'exploitation	104 601	8 951
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		<b>104 601</b>	<b>8 951</b>

<b>Charges constatées d'avance</b>		<b>Exercice clos le</b>	<b>Exercice clos le</b>
		<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
Charges :	- D'exploitation	19 218	16 843
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>		<b>19 218</b>	<b>16 843</b>



## Détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat comptable	59 907	313 466
Reprise du résultat antérieur	230 547	155 047
Excédent ou déficit effectif global	290 454	468 513
Dont résultat effectif sous gestion propre	-57 509	22 557
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	347 963	445 956

## Commentaires :

ETABLISSEMENT	2022	2021
DG	-30 472,39	-11 295,22
SAU	33 168,27	50 817,80
SEA Renforcé	-18 050,23	-31 684,91
SEA Non Renforcé	-11 340,30	87 289,51
SYNERGIE	222 731,10	175 176,73
FOYER	121 392,65	154 071,64
CHRS	30 534,16	21 579,89
<b>Sous Total</b>	<b>347 963,26</b>	<b>445 955,44</b>
SIJ	17 177,98	18 186,03
PAEJ	-9 669,57	1 107,45
RT	-38 511,15	-3 463,39
SELoJ	-23 209,00	19 805,61
EDIE	34 794,92	27 985,44
CHRS ALT HOTEL	-5 554,58	1 859,34
CHRS HU	7 374,96	449,66
GNC	-39 912,83	-43 373,17
<b>Sous Total</b>	<b>-57 509,27</b>	<b>22 556,97</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>290 453,99</b>	<b>468 512,41</b>

## Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
<b>TOTAL</b>							
Contributions financières d'autres organismes							
<b>TOTAL</b>							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Evaluations externes ou crédits s	4 668					4 668	4 668
CITS 2017 et 2018	89 599					89 599	89 599
Dotation exceptionnelle Val d'O	36 750		36 750				
<b>TOTAL</b>	<b>131 018</b>		<b>36 750</b>			<b>94 268</b>	<b>94 268</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>131 018</b>		<b>36 750</b>			<b>94 268</b>	<b>94 268</b>
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

## Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
<b>TOTAL</b>				
Donations temporaires d'usufruit				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

## Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	131 018		36 750			94 268	94 268
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>131 018</b>		<b>36 750</b>			<b>94 268</b>	<b>94 268</b>

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

## Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
Donations temporaires d'usufruit				

Tableau de résultats des ESMS et proposition d'affectation

ETABLISSEMENT	RESULTAT A AFFECTER					PROPOSITIONS D'AFFECTATION					
	Résultat comptable	Résultats antérieurs à affecter	Dépenses non opposables	Résultat administratif	Excédent Investissement	Affectation en Réserves			Affectation en report à nouveau		
						Excédent Couverture BFR	Réserve de compensation des déficits d'exploitation	Compensation Charges d'amortissement	Excédent réduction charges exploitation	Excédent financements mesures exploitation	Report à nouveau
DG	-103 014,03	-34 290,00	106 831,64	-30 472,39							-30 472,39
SAU	144 305,65	-73 548,55	-37 588,83	33 168,27			33 168,27				
SEA Renforcé	-119 516,68	90 000,00	11 466,45	-18 050,23							-18 050,23
SEA Non Renforcé	59 856,67	-79 739,32	8 542,35	-11 340,30							-11 340,30
SYNERGIE	189 911,39	25 615,52	7 204,19	222 731,10			222 731,10				
FOYER	-22 016,67	147 340,00	-3 930,68	121 392,65			121 392,65				
CHRS	-32 109,84	62 644,00		30 534,16			30 534,16				
<b>Sous Total</b>	<b>117 416,49</b>	<b>138 021,65</b>	<b>92 525,12</b>	<b>347 963,26</b>			<b>407 826,18</b>				<b>-59 862,92</b>
SU	17 177,98			17 177,98							
PAEJ	-9 669,57			-9 669,57			17 177,98				
RT	-38 511,15			-38 511,15			-9 669,57				
SELoJ	-23 209,00			-23 209,00							
EDIE	34 794,92			34 794,92			-23 209,00				
CHRS HU 95	-5 554,58			-5 554,58			34 794,92				
CHRS HU 75	7 374,96			7 374,96			-5 554,58				
GNC	-39 912,83			-39 912,83			7 374,96				
<b>Sous Total</b>	<b>-57 509,27</b>			<b>-57 509,27</b>			<b>20 914,71</b>				<b>-39 912,83</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>59 907,22</b>	<b>138 021,65</b>	<b>92 525,12</b>	<b>290 453,99</b>			<b>428 740,89</b>				<b>-138 286,90</b>

## Variation des fonds propres 431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	813 127				813 127
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 586 316	74 042		42	2 660 316
- dont réserves des activités sociales et médico sociales	2 056 155				
Report à nouveau	-25 128	239 424			214 296
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales	349 374	-199 324			150 050
Excédent ou déficit de l'exercice	313 466	-313 466		59 907	59 907
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales	290 909	-290 909		117 416	117 416
<b>Situation nette</b>	<b>3 687 781</b>			<b>59 949</b>	<b>3 747 646</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	6 665			589	6 076
Provisions réglementées	321 038				321 038
<b>TOTAL</b>	<b>4 015 484</b>			<b>60 538</b>	<b>4 074 759</b>